

## Congrès de la FNCCR

### Motion relative au financement du THD

**Les collectivités membres de la FNCCR, réunies en congrès à Rennes les 27, 28 et 29 septembre 2022,**

Considérant que jusqu'à maintenant, l'enjeu des Réseaux d'Initiative Publique (RIP), portés par les collectivités territoriales, était surtout le financement et la réalisation des déploiements des réseaux à très haut débit,

Considérant que d'ici 2025, il leur reste néanmoins environ 10 millions de lignes FTTH à construire. Parmi elles, plus d'un tiers relève de la catégorie des raccordements longs ou complexes,

Considérant qu'au 30 juin 2022, l'ARCEP décompte près de 800 000 nouveaux locaux rendus éligibles dans les **zones moins denses d'initiative publique**, soit un résultat proche de celui sur la même période un an auparavant,


Considérant que malgré le succès commercial – les abonnements à la fibre progressent de 10 points en un an –, le risque sur la viabilité économique des RIP se fait toujours plus prégnant :

- en raison de tarifs récurrents du cofinancement, fixés par les lignes directrices de l'ARCEP de 2015, possiblement sous-évalués car décorrélés des contraintes techno-économiques locales;
- une capacité d'investissement entamée à cause d'un auto-financement *de facto* limité, et un niveau de subventionnement public finalement insuffisant.

Considérant que déjà en 2019 une première motion a été adoptée au congrès de Nice affirmant la nécessité d'installer **le fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT)** institué par la loi du 17 décembre 2009, relative à la lutte contre la fracture numérique. A l'instar du FACE dans le secteur énergétique, ce fonds de péréquation devra accompagner le développement continu des infrastructures et réseaux numériques, dans les phases de densification, d'extension comme de modernisation technologique.

#### **Demandant :**

- de nouveau, en cette année 2022, premier jalon du plan très haut débit en France, l'adoption des mesures indispensables pour soutenir et garantir la viabilité économique des RIP à court et moyen terme.

- 
- à l'ARCEP, une nécessaire évolution des lignes directrices, soit une progression significative des tarifs récurrents. Grâce à l'étude *ad hoc* menée cette année, le constat est établi de quelque trois à quatre points d'écart avec les sujétions réelles des RIP et donc les coûts qu'ils doivent assumer.
  - la mise en place **sans délai de moyens de financement péréqués, dont le FANT susmentionné**, pour soutenir les investissements inhérents à la pérennité et aux extensions des RIP, lesquels joueront un rôle essentiel dans le **futur service universel de l'Internet** qui sera instauré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.